

Quatre fois par jour, 135 milliards de pieds cubes d'eau entrent et sortent de la baie. Tout ce que nous avons à faire, c'est d'en utiliser l'effet maximum et de subventionner les frais de l'opération.

On semble s'inquiéter du coût en capital pendant la période de construction, que l'on estime à neuf ans. Je parie un dollar que je peux trouver une douzaine de conglomerats ou de consortiums spécialisés dans ce genre d'affaires et prêts à vous garantir de réaliser le projet en six ou sept ans et non pas en neuf ans; je puis, moi aussi, vous garantir que je pourrais, d'ici 48 heures, amener dans le bureau du premier ministre deux douzaines d'hommes d'affaires canadiens prêts à se procurer l'argent que le gouvernement ne veut pas fournir.

Nous ne demandons pas de capitaux. Ce genre d'entreprise exigerait la collaboration de tous les paliers de gouvernement et du secteur privé. C'est une entreprise d'envergure. Je prie la Chambre, le président du Conseil du Trésor (M. Drury) et le gouvernement d'envisager, dans le cadre du concept d'expansion économique régionale et à cause du désir que je sais sincère du gouvernement de triompher du déphasage, la très simple réalité suivante: faire du Canada une unité entière où chacune de ses parties se sentira aussi forte que les autres, car la vérité n'est jamais ce qu'elle est mais plus souvent ce qu'elle semble être. Je prie le gouvernement et le premier ministre de reconsidérer la déclaration catégorique de celui-ci qui a interdit hier de donner suite actuellement à ce projet.

J'ai signalé l'énergie qu'il faudra dans cette région du Canada et le nord-est des États-Unis en 1980 et 1990. Aucune quantité d'énergie thermique ou nucléaire ne suffira à satisfaire cette demande à moins que nous n'en fassions les frais en matière de pollution, non seulement de l'air avec la poussière de charbon et le pétrole transporté dans l'atmosphère, mais aussi d'autres formes de pollution. Je demande au président du Conseil du Trésor de me dire où nous enterrerons en 1985 l'uranium dont on se sert pour faire bouillir l'eau qui produit l'électricité dans les usines nucléaires?

Les États-Unis n'ont plus à l'heure actuelle que deux petites zones, l'une dans le mid sud-ouest et l'autre au Nord dans l'Alaska où ils peuvent emmagasiner l'uranium dont la demi-vie est de 5,000 ans, ou que sais-je, je ne suis pas certain de ce qu'elle est à l'heure actuelle. Je n'en veux point en Nouvelle-Écosse. Le président du Conseil du Trésor le veut-il dans son arrière-cour? Je lui parie un dollar que non, et pourtant nous écartons

[M. Forrestall.]

inconsidérément une autre source d'énergie par crainte de dépenser de l'argent.

Le prix du kilowatt-heure de courant interdira toute concurrence. Quelle imprévoyance de notre part! Je demanderais au président du Conseil du Trésor combien d'heures il a passées à parler de pollution aux réunions du cabinet. Il n'y a pas de meilleur homme au Canada que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Greene); mais, Grand Dieu, comment peut-il, après des heures et des heures d'entretien sur la pollution, aller dire: «Construisons plus de centrales thermo-électriques, polluons l'air encore davantage»? De quoi parlons-nous?

Va! pour un projet à court terme, car nous aurons besoin de plus d'énergie et d'électricité avant de pouvoir relier à un réseau international ou national l'énergie marémotrice de la baie de Fundy. Mais, ne nous ancrons pas dans l'idée que nous pouvons tout simplement mettre la chose de côté jusqu'à ce que le taux d'intérêt redescende à 5 p. 100. Je prie Dieu de vivre assez longtemps pour le voir, mais je crains que ce ne soit une époque révolue. Comment en serait-il autrement? Il n'y a plus d'espoir depuis la révision de la loi sur les banques.

● (9.20 p.m.)

Nous n'irons jamais loin avec ce genre de philosophie. D'après le rapport, il faudra au mieux neuf ans pour pouvoir utiliser les marées dans les deux sens. Je ne suis pas sûr des principes de génie en jeu ici, mais on prétend qu'il en coûtera plus de 724 millions de dollars, et en se fondant sur les taux d'intérêt de 1968, soit 7 p. 100, cela coûtera X dollars, ce qui voudrait dire X millièmes de dollars par kilowatt-heure. Soyons réalistes: les taux d'intérêt aujourd'hui sont de 10 p. 100; mettons qu'ils restent à ce niveau pendant cette période de neuf ans—laquelle, je le répète, ne sera pas aussi longue que cela—et qu'il en coûte autant qu'on le prévoit, si on veut ramener ce coût à un niveau concurrentiel, tous les Canadiens devront se sacrifier. Le gouvernement dit que les Canadiens doivent consentir à certains sacrifices. Depuis combien de temps payons-nous pour la Voie maritime du Saint-Laurent, et elle n'est pas encore en mesure de payer ses dettes sur ses recettes d'exploitation? J'ai proposé à la Chambre il y a trois ou quatre ou cinq ans que nous devrions prolonger la période d'amortissement pour la Voie maritime du Saint-Laurent à 75 ans, dans l'espoir que ses recettes d'exploitation pourraient enfin lui permettre d'acquitter ses obligations en matière de remboursement de la dette.

Ce que je propose c'est que, pour une période de six ou sept ans, nous subventionnions le coût de l'argent pour nous permettre